



GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE

CONSTRUCTION DU SIEGE
DU GRAND PORT MARITIME
DE LA GUADELOUPE

MARCHE DE
COORDONNATEUR
SECURITE PROTECTION DE
LA SANTE

Date et heure limites de réception des offres

10 / 12 / 2018 à 12H00

**REGLEMENT DE LA
CONSULTATION (R.C.)**

NOVEMBRE 2018

TABLE DES MATIERES

Article 1. OBJET DE LA CONSULTATION	3
Article 1.1 décomposition en tranches	3
Article 1.2 LISTE DES INTERVENANTS.....	4
Article 1.2.1 Maître de l’Ouvrage.....	4
Article 1.2.2 ASSISTANT AU Maître d’Ouvrage.....	4
Article 1.2.3 Maîtrise d’œuvre	4
Article 1.2.4 Contrôle TECHNIQUE.....	4
Article 1.2.5 Coordonnateur des systemes de securite incendie	4
Article 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION	5
Article 2.1 Etendue de la consultation	5
Article 2.2 DécompositionS DU MARCHE.....	5
Article 2.3 Délais de réalisation des ouvrages	5
Article 2.4 Délai de validité des offres.....	5
Article 2.5 Mode de règlement du marché	5
Article 3. PRESENTATION DES OFFRES	5
Article 3.1 DosSier de consultation	5
Article 3.2 Documents à produire par le candidat	6
Article 3.3 Variantes.....	7
Article 4. JUGEMENT DES OFFRES	7
Article 4.1 Critères d’attribution.....	7
Article 4.2 Incohérences/erreurs	7
Article 5. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES.....	8
Article 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES.....	9
Article 7. EURO	9
Article 8. VOIE DE RECOURS.....	10

REGLEMENT DE LA CONSULTATION

ARTICLE 1. OBJET DE LA CONSULTATION

Mission de coordonnateur sécurité et protection de la santé pour la construction du siège du Grand Port Maritime de la Guadeloupe sis à Bergevin à Pointe-à-Pitre.

Date prévisionnelle de début des travaux : Septembre 2019

Durée prévisionnelle des travaux : 20 mois, hors délai de parfait achèvement

Le montant prévisionnel du coût global des travaux Tous Corps d'Etat total de l'opération a été estimé à **7 771 900 € H.T.**

ARTICLE 1.1 DECOMPOSITION EN TRANCHES

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches pour la présente mission.

ARTICLE 1.2 LISTE DES INTERVENANTS

ARTICLE 1.2.1 MAITRE DE L'OUVRAGE

GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE

Quai Ferdinand de Lesseps – BP 485

97165 Pointe à Pitre Cédex

☎ : 05.90.68.62.92

Fax : 05.90.68.62.91

Type de l'acheteur public : Etablissement public

ARTICLE 1.2.2 ASSISTANT AU MAITRE D'OUVRAGE

ICADE PROMOTION

Immeuble L'Amiral – Rond-Point Moudong Sud

97122 BAIE MAHAULT

☎ : 05.90.98.74.71

Fax : 05.90.98.60.16

ARTICLE 1.2.3 MAITRISE D'ŒUVRE

La maîtrise d'oeuvre n'est pas encore désigné, l'équipe de maîtrise d'oeuvre sera communiqué ultérieurement au coordonnateur , dès sa désignation.

ARTICLE 1.2.4 CONTROLE TECHNIQUE

L'opération est soumise aux dispositions de la loi n°78-12 du 4 janvier 1978.

Le nom du Contrôleur Technique sera communiqué ultérieurement au coordonnateur , dès sa désignation.

ARTICLE 1.2.5 COORDONNATEUR DES SYSTEMES DE SECURITE INCENDIE

Cette mission sera confiée à la maîtrise d'oeuvre qui exécutera la mission telle que définie par les textes réglementaires et normes en vigueur, notamment en conformité avec la norme NFS 61-932 du 3 septembre 1993 relative aux règles d'installation des Systèmes de Sécurité Incendie, complétée par le fascicule NFS 61-949 de mai 1994 qui précise le contenu des tâches à accomplir.

ARTICLE 2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

ARTICLE 2.1 ETENDUE DE LA CONSULTATION

La présente consultation est passé en application de l'ordonnance n°2015-899 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016.

Il est envisagé de recourir à un marché de partenariat pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

Il est envisagé que le marché de coordonnateur sécurité et protection de la santé soit ensuite cédé au titulaire du marché de partenariat qui serait conclu pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe. Le titulaire du présent marché de coordonnateur sécurité protection de la santé accepte la cession du marché au titulaire du marché de partenariat si le Grand Port Maritime de Guadeloupe décide de recourir à un marché de partenariat pour le financement et la construction du siège du Grand Port Maritime de Guadeloupe.

ARTICLE 2.2 DECOMPOSITIONS DU MARCHE

Le marché s'exécute en une phase unique. Le marché unique sera conclu avec un coordonnateur sécurité et protection de la santé (ou groupement solidaire de coordonnateurs sécurité et protection de la santé) : l'offre devra préciser tous les sous-traitants connus lors de la remise des offres ainsi que les prestations (et leurs montants) qu'il est envisagé de sous-traiter et préciser dans l'acte d'engagement les parties qu'ils exécuteront payés directement, sauf pour celles dont le montant est inférieur à 600 € TTC.

ARTICLE 2.3 DELAIS DE REALISATION DES OUVRAGES

Les délais de réalisation des prestations sont définis conformément au planning prévisionnel de l'opération fourni sur demande

ARTICLE 2.4 DELAI DE VALIDITE DES OFFRES

Le délai de validité des offres est fixé à **120 jours** à compter de la date limite de réception des offres.

ARTICLE 2.5 MODE DE REGLEMENT DU MARCHE

Les prestations du Coordonnateur sécurité protection de la santé seront rémunérées par virement selon la réglementation en vigueur.

ARTICLE 3. PRESENTATION DES OFFRES

ARTICLE 3.1 DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation téléchargeable sur le site <https://www.antilles-legales.fr> et <http://guadeloupe-portcaraibes.com/marches-publics>

Lors du téléchargement du dossier de consultation, le candidat doit renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique téléchargeant les documents et une adresse électronique permettant de façon certaine une correspondance électronique, afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la présente consultation, en particulier les éventuelles précisions ou report de délais.

Le dossier de consultation est constitué des documents suivants :

- Le présent Règlement de Consultation (RC)
- Un cadre d'Acte d'Engagement (AE) et ses annexes
- Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et ses annexes
- Le programme

Les candidats sont tenus de vérifier le contenu du dossier transmis et sa conformité par rapport à la liste des pièces fournies. Aucun délai complémentaire ou recours ne pourra être accepté du fait d'un dossier incomplet non déclaré sous 48H à compter de son téléchargement.

ARTICLE 3.2 DOCUMENTS A PRODUIRE PAR LE CANDIDAT

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française. Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui :

Dans la première enveloppe intérieure

A) Tous les renseignements concernant la situation propre du prestataire de services et tous les renseignements et formalités nécessaires pour l'évaluation de la capacité économique, financière et technique minimale requise (conformément de l'ordonnance n°2015-899 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016) :

1. Renseignements relatifs à la capacité du candidat :
 - a) Déclaration concernant le chiffre d'affaires global réalisé au cours des 3 derniers exercices disponibles ;
 - b) Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des 3 dernières années;
 - c) Présentation d'une liste des principaux services en cours d'exécution ou exécutés au cours des 3 dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé. Les prestations de service sont prouvées par des attestations du destinataire ou, à défaut, par une déclaration de l'opérateur économique ;
 - d) Indication des titres d'études et professionnels de l'opérateur économique et/ou cadres de l'entreprise, et notamment des responsables de prestations de services de même nature que celle du marché ;
 - e) Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude de son entreprise;
 - f) Certificats de qualifications professionnelles. La preuve de la capacité du candidat peut être apportée par tout moyen, notamment par des certificats d'identité professionnelle ou des références attestant la compétence de l'opérateur économique à réaliser la prestation ;
2. Justification des pouvoirs de la personne habilitée pour engager la société;
3. Si le candidat est en redressement judiciaire, la copie du ou des jugements prononcés à cet effet;
4. Déclaration que le candidat ne fait pas l'objet d'une interdiction de soumissionner prévue à l'ordonnance n°2015-899 et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016;

Dans la deuxième enveloppe intérieure

B) Un projet de marché comprenant :

- Un acte d'engagement (A.E.) et ses annexes contenant l'offre de prix du candidat;
- Le cahier des clauses particulières (C.C.P.) à accepter sans modification;

Chacune des pièces mentionnée ci-dessus portera la mention "ORIGINAL"

Elles seront complétées, datées, signées et tamponnées de la même personne ayant qualité pour engager la société à l'occasion du marché

- **Une note méthodologique d'intervention comprenant :**

Explicitation de l'organisation (avec CV des intervenants) et de la méthodologie de travail proposées par le candidat pour chacune des phases (conception et de réalisation) : précisions concernant les temps prévisionnels d'intervention selon les étapes de la mission et pour chaque intervenant – désignation des chargés d'affaires et spécialistes – utilisation de démarche qualité, documents types ...;

ARTICLE 3.3 VARIANTES

Aucune variante n'est autorisée.

ARTICLE 4. JUGEMENT DES OFFRES

ARTICLE 4.1 CRITERES D'ATTRIBUTION

Ce jugement sera effectué dans les conditions prévues à l'article 51 de l'ordonnance et 44 et 47 du décret..

En outre, l'offre économiquement la plus avantageuse sera appréciée en fonction des critères suivants :

- 1) Adéquation entre le temps prévisionnel d'intervention selon les intervenants et les différentes phases de la mission – 30points**
- 2) Qualité de la méthodologie d'intervention (le détail des moyens humains affectés à chaque étape de la mission, démarche qualité...) – 20 points**
- 3) Le prix de la prestation de service – 50 points**

ARTICLE 4.2 INCOHERENCES/ERREURS

En cas de discordance constatée dans une offre, les indications portées en lettres sur l'état des prix forfaitaires ou sur le bordereau des prix unitaires et reportées à l'acte d'engagement (total général) prévaudront sur toutes les autres indications de l'offre dont les montants pourront être rectifiés en conséquence. Les erreurs de multiplication, d'addition ou de report qui seraient constatées seront également rectifiées et pour le jugement des offres, c'est le montant ainsi rectifié à partir des documents ci-dessus qui sera pris en considération.

Dans le cas où des erreurs de multiplication, d'addition ou de report seraient constatées dans la décomposition du prix global forfaitaire, d'un prix forfaitaire ou dans le sous-détail d'un prix unitaire figurant dans l'offre d'un candidat, il n'en sera pas tenu compte dans le jugement de la consultation.

Toutefois si le coordonnateur sécurité protection de la santé concerné est sur le point d'être retenu, il sera invité à rectifier cette décomposition ou ce sous-détail pour les mettre en harmonie avec le prix forfaitaire ou le prix unitaire correspondant ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

ARTICLE 5. CONDITIONS DE REMISE DES OFFRES

Les candidats transmettent leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

**“GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE – Construction du siège -
Marché de Coordonnateur sécurité protection de la santé”
“ NE PAS OUVRIR “**

Ce pli devra être remis contre récépissé ou, s’il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l’heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l’adresse indiquée à l’article 1.2.1.

Les plis qui seraient remis ou dont l’avis de réception serait délivré après la date et l’heure limites précitées ainsi que remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus ; ils seront renvoyés à leurs auteurs.

Le pli précité doit contenir deux enveloppes également cachetées et portant le nom du candidat ainsi que, respectivement, les mentions « **Première enveloppe intérieure** » et « **Seconde enveloppe intérieure** ».

- **La première enveloppe intérieure contient la candidature et les pièces** du point A définies à l’article 3.2. du présent règlement de la consultation et portera la mention suivante :

**“ GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE – Construction du siège -
Marché de Coordonnateur sécurité protection de la santé”
de la santé”
Première enveloppe intérieure**

- **La seconde enveloppe intérieure contient l’offre et les pièces** du point B définies à l’article 3.2. de ce règlement de la consultation et portera la mention suivante :

**“ GRAND PORT MARITIME DE LA GUADELOUPE – Construction du siège -
Marché de Coordonnateur sécurité protection de la santé”
Deuxième enveloppe intérieure“**

ARTICLE 6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 15 jours avant la date de remise des plis une demande écrite sur le site <https://www.antilles-legales.fr>

Une réponse sera alors adressée, par écrit, en temps utile à tous les prestataires ayant retiré le dossier.

Remarque importante:

Le marché ne peut être attribué au candidat retenu que sous réserve que celui-ci produise dans un délai de 8 jours calendaires à compter de la date de réception de la demande de la personne responsable du marché les certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prévus à l'article 51 de l'ordonnance et 44 et 47 du décret ainsi que les attestations d'assurance.

Si le candidat retenu ne peut produire les certificats précités dans le délai fixé par la personne responsable du marché, son offre est rejetée. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée par la personne responsable du marché.

La personne responsable du marché présente la même demande au candidat suivant dans le classement des offres.

Pour les pays autres que la France, le candidat devra produire un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine.

Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré dans le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

ARTICLE 7. EURO

Le candidat est informé que l'administration souhaite conclure le marché dans l'unité monétaire suivante : **Euro**.

L'unité monétaire ne constitue pas un critère de sélection des offres. Si le candidat présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle mentionnée ci-dessus, il accepte que l'administration procède à sa conversion en application des articles 4 et 5 du règlement CE n° 1103/97 du 17 juin 1997. Il peut également lui-même procéder à cette conversion, en appliquant le même texte, en indiquant celle des deux unités monétaires dans laquelle il s'engage.

Le candidat, s'il présente une offre libellée dans l'autre unité monétaire que celle souhaitée par l'administration, et si cette offre est retenue, est informé que l'unité monétaire souhaitée par l'administration peut s'imposer à lui dans le cadre de la mise au point finale du marché, si les parties n'étaient pas parvenues à trouver un accord sur ce point.

ARTICLE 8. VOIE DE RECOURS

Instance chargée des procédures de recours :

Tribunal administratif de Basse-Terre, quartier d'Orléans allée Maurice Micaux, 97109 Basse-Terre, F

Téléphone : (+33) 5 90 81 45 38, Courriel : greffe.ta-basse-terre@juradm.fr, Fax : (+33) 5 90 81 96 70